

Communiqué de presse

Dexia Israël change de politique : Nouvelle victoire partielle pour la campagne « Palestine occupée - Dexia impliquée »



La plate-forme « Palestine occupée - Dexia impliquée » se réjouit de l'annonce faite le 30 décembre sur le site web du Jerusalem Post. Le quotidien israélien y explique que la branche israélienne du groupe Dexia (Dexia Israel Public Finance) a annoncé par courrier à ses clients (des collectivités israéliennes) qu'elle n'accorderait plus de prêts aux colonies israéliennes. Cette nouvelle a été largement rapportée dans la presse israélienne, palestinienne, et parmi diverses associations de solidarité internationale.

Notre plate-forme regroupe 69 organisations (associations, syndicats, partis politiques, communes, ...). Ensemble, nous militons depuis plus d'un an pour que le groupe Dexia rompe définitivement tous ses liens avec l'occupation israélienne : manifestations, pétitions, affiches, interpellations politiques, ...

Nous sommes sûrs que c'est grâce au travail de tous les militants et aux pressions qu'ils ont engendrées que Dexia amorce un changement partiel de sa politique en Israël, et ce, conformément à ce qu'avait annoncé Jean-Luc Dehaene lors de l'Assemblée Générale du 13 mai 2009.

La nouveauté réside dans l'officialisation de cette décision par la banque en Israël. Elle réside aussi dans les réactions négatives que cette annonce a apparemment suscitées chez les colons israéliens, certains de leur représentants exigeant du gouvernement israélien que Dexia soit privée de licence en Israël. L'arrêt de l'occupation et de la colonisation des terres palestiniennes est la cible in fine de notre campagne. Si les colons réagissent fortement, cela démontre que notre campagne a des effets directs sur la situation locale.

Dexia continue à financer l'occupation de Jérusalem-Est : la campagne se poursuit

La campagne « Palestine occupée - Dexia impliquée » se poursuivra jusqu'à ce que Dexia s.a. réponde favorablement à toutes nos revendications. Notamment l'arrêt des prêts accordés à la municipalité israélienne de Jérusalem. Selon le droit international, Israël occupe illégalement la partie orientale de la ville. Aujourd'hui, la construction de nouvelles colonies à Jérusalem-Est provoque l'indignation de toute la communauté internationale. Il est inacceptable que Dexia continue à collaborer financièrement à cette politique.

La campagne continue avec l'espoir ferme que Dexia rompe définitivement tous ses liens avec l'occupation de la Palestine.

Plus d'infos :

Mario Franssen – 0498/54.16.42 – 02/209.23.50 – mario.franssen@intal.be

woordvoerder | porte-parole

'Israël koloniseert - Dexia financier' | 'Palestine occupée - Dexia impliquée'

Article sur le site d'intal :

[Dexia Israël, un pas dans la bonne direction?](#)

A propos de la campagne :

[Chronologie de la campagne "Palestine occupée – Dexia impliquée"](#)

Liste des signataires de la campagne :

[Signataires de la campagne](#)

Article dans le Jerusalem Post :

[The Jerusalem Post : "Belgian bank won't lend to settlements"](#)